

transformation des normes de l'industrie du bâtiment et des règlements syndicaux, il n'y a pas de raison pour ne pas arriver à construire des logements meilleurs et moins onéreux, ce qui, par surcroît, créerait de nouveaux emplois.

Nous nous rappelons les jours radieux de promesses et d'orgueil où la trudeaumanie allait être la panacée de tous nos problèmes. Les choses ne se sont pas exactement passées ainsi. Qu'est-il advenu du plan Marshall pour les provinces Maritimes? Et des projets et programmes promis aux agriculteurs de l'est de l'Ontario? Ils ne sont encore qu'à l'état d'ébauche. Si on avait appliqué ces politiques et une foule d'autres, on aurait réussi à supprimer en partie les disparités régionales et à stimuler l'économie. Mais au contraire, le gouvernement a permis à l'économie de ralentir son rythme.

A Terre-Neuve, on laisse tranquillement s'éteindre l'industrie de la pêche et, dans les provinces Maritimes, l'industrie de la construction navale suffoque lentement. Lors d'un voyage récent dans les provinces Maritimes, j'ai été frappé du nombre des fermes abandonnées. Mais le premier ministre figure sur la liste des hommes les plus élégants. Il en retire peut-être une certaine satisfaction, mais cela contribue peu à tempérer l'incertitude et la crainte suscitées par les difficultés économiques.

On se souvient de la déception générale causée dans tout le pays par le discours du trône lors de l'inauguration de la nouvelle législature. On voit maintenant que c'était une transposition exacte de l'inaptitude du gouvernement à reconnaître ou à traiter les problèmes essentiels que sont l'expansion économique et le plein emploi. Le programme législatif du gouvernement est un des plus étriés qu'on ait vu depuis des années. Le gouvernement ne s'est pas montré prêt à régler les problèmes posés par les logements, les impôts, les taux d'intérêt ni à réduire l'écart qui sépare de plus en plus les riches et les pauvres, comme le signalait le Conseil économique dans son dernier exposé.

L'absence presque totale d'initiatives de la part du gouvernement ne saurait être attribuable à un manque d'idées et de propositions excellentes.

• (5.50 p.m.)

On se rappelle la proposition avancée en mars dernier par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures d'alors: la convocation d'une conférence nationale pour coordonner l'expansion économique et combattre la disparité régionale. Les recommandations de M. Martin n'ont jamais été appliquées. Tout comme des douzaines d'autres, elles furent

[M. Downey.]

écartées par notre gouvernement plutôt insolite. Et le discours du trône, malgré sa faiblesse et son manque d'inspiration, était encore plus brillant que les réalisations qui l'ont suivi. On peut affirmer sans risque que le gouvernement n'a rien fait pour régler le chômage, pour stimuler l'expansion, augmenter la croissance, éliminer les disparités, réduire les taux d'intérêt, construire des maisons ou aborder aucun des mille et un problèmes urgents qui nous assaillent à l'heure actuelle.

Le discours du trône de septembre dernier nous promettait, par exemple, une commission de révision des prix et des coûts. Qu'a-t-on fait? C'eût été la chose la plus simple au monde que de donner le jour à un tel organisme. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Qu'advient-il de la politique de développement régional? Nous avons eu des douzaines de thèses, de rapports, de groupes d'étude sur l'agriculture, l'habitation, le transport et la fiscalité, mais rien de concret n'a été fait. Il vaut mieux avoir moins de groupes d'étude et plus de politiques concrètes. Qu'on nous présente moins de rapports, mais que les rapports actuels donnent lieu à de plus grandes réalisations. Qu'on nous démontre au moins un semblant de velléité de mettre en œuvre la puissance et les ressources du gouvernement en vue de régler les problèmes qui touchent tous les Canadiens d'un océan à l'autre. L'un de ces problèmes est le chômage, qui s'aggrave rapidement et devient même endémique.

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir parler sur la motion à l'étude. Pour commencer, mes commentaires porteront sur les personnes qui forment l'un des plus forts groupes de chômeurs. Je veux parler de ceux dont l'âge varie entre 14 et 19 ans, ou entre 20 et 24 ans, ceux qui poursuivent des études secondaires ou postsecondaires, et ceux qu'on appelle les déçets scolaires.

Avant d'entrer dans le cœur du sujet, et bien que je ne pense pas être animé d'esprit de parti, je ne peux laisser passer inaperçues les observations du ministre du Travail (M. Mackasey). Il a dit à la Chambre que le pourcentage de chômeurs qui touchent des prestations diminue depuis que les libéraux sont entrés au pouvoir. D'autres députés savent que lorsque le parti libéral a succédé au parti conservateur, il a hérité de programmes intégrés qu'il a pu maintenir en vigueur. Il a pu recourir à ces programmes.

Je pourrais demander qui a établi certains de ces programmes à l'époque de la récession, à notre arrivée au pouvoir. Qui a établi le grand programme de l'habitation, celui de la